

# CountrySide

N° 165

European Landowners' Organization

SEPTEMBRE-OCTOBRE 2016 - BIMENSUEL - FR



## Le Développement rural revu à Cork

**Phil HOGAN,**

*Commissaire européen à l'Agriculture et au Développement rural*



# Editorial

Thierry de l'ESCALLE, Secrétaire général

## Tables des matières

- 3** Le Développement rural revu à Cork
- 
- 6** Des futurs durables pour le patrimoine européen des paysages culturels: appliquer une approche paysagère à la science et à la politique sur l'utilisation des terres
- 
- 8** Etape clé: le Label Territoires de Faune Sauvage englobe plus d'un million d'hectares
- 
- 9** Restons calmes et donnons la parole à l'Afrique!
- 
- 10** Des paysages à fleurs sauvages & et des machines agricoles respectueuses des abeilles annoncés comme gagnants de l'édition de cette année du Prix Européen de l'Abeille.
- 
- 12** Le débat de EHHA sur l'éducation, la formation et l'innovation pour une meilleure gestion des bâtiments historiques.
- 
- 14** Poissons, champignons, et forêt : Assemblée générale 2016 des YFCS à Vienne
- 
- 15** Les Chinois achètent nos terres agricoles. C'est un juste retour d'une surprotection.
- Livre  
Semences hors-la-loi.  
La biodiversité confisquée.
- UE: Vous ne pouvez pas arrêter le terrorisme en limitant la propriété légale des armes à feu - la pétition à signer en ligne
- 
- 16** Agenda

*Maintenant que l'Union européenne s'est officiellement engagée à maintenir le réchauffement climatique en dessous de 2 degrés Celsius, il est temps pour nous d'envisager comment nous pouvons mieux réaliser cette tâche monumentale. Bien que nous soyons d'accord que tous les secteurs de nos différentes économies et des sociétés doivent y contribuer, il est clair que la campagne européenne a un rôle majeur à jouer, à la fois en tant que source d'émissions de carbone, mais plus important encore comme l'atout majeur de compensation de carbone que l'Europe a à offrir .*

*Afin de libérer tout ce potentiel, il est essentiel que l'Europe s'engage beaucoup plus avec le secteur privé afin de stimuler les actions de conservation de toutes les parties prenantes. Cela n'a jamais été le cas que seule la communauté des ONG peut gérer les terres adéquatement. Les acteurs privés, tels ceux possédant le label Wildlife Estate, prouvent que le secteur privé est plus que compétitif, d'autant plus que souvent ils ne disposent pas du même accès au financement public.*

*Pour impliquer d'avantage le secteur privé l'Europe et les gouvernements nationaux doivent rechercher une meilleure compréhension de leurs motivations et de leurs forces conductrices, et non les tenir à l'écart au nom d'une orthodoxie dépassée qui ne croit qu'au secteur public et aux fonds publics. Tout au long de notre 11ème Session plénière du Wildlife Estates, qui s'est tenue au Danemark, nous avons vu une fois de plus le potentiel extraordinaire de la contribution du secteur privé. Tout ce dont nous avons besoin maintenant est un ensemble de politiques appropriées afin de le libérer.*





A. BUCKWELL, C. PIRZIO-BIROLI, F. FISCHLER, T. de L'ESCAILLE et Ch. BÜREN lors du séminaire de haut niveau.

© European Union, 2016

## Le Développement rural revu à Cork

*En novembre 1995, la Commission Européenne a décidé d'organiser à Cork en Irlande une conférence sur le Développement rural. Cela s'est avéré un événement décisif dans le développement de la Politique Agricole Commune (PAC). Les principaux acteurs ayant un intérêt pour la campagne européenne ont participé et ont produit une Déclaration de Cork concise de 2 pages intitulée «Une campagne vivante». Le Commissaire de l'Agriculture du jour, Franz FISCHLER, est resté en retrait lors de l'événement, mais il a développé l'idée principale de la déclaration que le développement durable dans les zones rurales européennes devrait être une des priorités de l'UE. Il en a résulté la création des deux Piliers de la PAC au sein de sa réforme majeure, l'Agenda 2000. Cela a animé le principe que le développement rural était l'un des Piliers de la PAC plutôt qu'un accompagnement compliqué du régime du support principal.*

Allan BUCKWELL, David BALDOCK  
Institute for European Environmental Policy

Dans les réformes ultérieures, le second Pilier a été élargi par des ressources et des mesures basées sur des programmes et le principe du co-financement. Ces mesures pluriannuelles ont été adaptées selon les régions par les Etats Membres afin de répondre aux besoins de leurs zones rurales. Elles se basent précisément sur les principes explicités dans les 10 points de la déclaration de Cork I.

Cependant, le développement rural n'a pas profité des projecteurs européens ces dernières années. Depuis 2007/8, à cause de la flambée des prix des marchandises, ce qui n'est pas surprenant, l'attention est attirée sur l'activité agricole, sa productivité et capacité à subvenir aux besoins d'une population croissante et de plus en plus aisée. Dans la réforme de 2013, la lente évolution de la PAC offrant de plus grandes ressources au développement rural a été interrompue. Des actions antérieurement considérées comme adaptées au développement rural ont été dirigées vers le Pilier 1 (par exemple le verdissement, le soutien aux jeunes agriculteurs et aux zones soumises à des contraintes naturelles), et cinq Etats Membres ont décidé de changer les fonds substantiels du Pilier 2 vers le soutien direct du Pilier 1, réduisant ainsi leurs programmes du développement rural. D'autres préoccupations telles que l'immigration, les progrès économiques lents et le Brexit ont occupé le devant de la scène européenne. Au sein de la politique agricole, c'est le Pilier 1 de la PAC, la crise laitière et des autres marchés, les filets de sécurité, le verdissement, la simplification et les inquiétudes concernant le bud-

get, qui ont reçu l'intérêt des ministres et concentré toute l'attention.

Il y avait donc des risques à rassembler 300 acteurs et experts à nouveau à Cork septembre dernier, vingt ans après, pour une seconde conférence de Cork sur le Développement rural. La conférence a été ouverte par le Commissaire HOGAN qui se trouvait évidemment dans son pays, le Président de COM AGRI Czesław Adam SIEKIERSKI, et la Présidente du Conseil «Agriculture» Gabriela MATEČNÁ, Ministre de l'Agriculture et du développement rural slovaque. Aucun n'était en position de faire des annonces concernant de prochains développements des politiques. Les idées et l'impulsion devaient donc venir des participants et d'une équipe de modération bien organisée.

Quatre séminaires ont été mis en place:

- Emplois, croissance et investissement dans la chaîne d'approvisionnement agroalimentaire et de l'économie rurale en général;
- Environnement rural, climat et eau;
- Ciblage de l'innovation pour les besoins des fermiers;
- Viabilité et vitalité rurales.

Ces séminaires ont occupé la plus grande partie de la conférence. Les participants, ayant divers types d'intérêt pour l'économie rurale, et de toutes parts de l'UE, ont travaillé conjointement de manière constructive. Premièrement, il s'agissait d'identifier les opportunités potentielles de chacun des quatre thèmes. Deuxièmement, les groupes de travail ont revu les

moteurs ayant un impact sur ces thèmes et les obstacles à leur développement. Lors de la troisième et dernière session des séminaires, les groupes ont produit et organisé des idées évoquant le développement de la politique nécessaire au déploiement du potentiel des zones rurales européennes. Il y avait un échange continu entre les groupes et une équipe de rédaction dirigée par Heino von MEYER (OCDE) qui a élaboré une nouvelle Déclaration de Cork en intégrant les idées des différents groupes.

La déclaration de cinq pages «Une vie meilleure dans les zones rurales» est composée de dix points suivants:

1. Promouvoir la prospérité rurale
2. Renforcer les chaînes de valeur rurales
3. Investir dans la viabilité et la vitalité rurale
4. Préserver l'environnement rural
5. Gérer les ressources naturelles
6. Encourager les actions en faveur du climat
7. Stimuler la connaissance et l'innovation
8. Améliorer la gouvernance des zones rurales
9. Faire progresser et simplifier la mise en œuvre des politiques publiques
10. Améliorer la performance et la responsabilisation des acteurs.

Cette inhabituelle approche spontanée et ascendante a été appréciée par la plupart des délégués, particulièrement puisqu'il y a eu un effort conjoint pour rassembler des idées venant d'angles différents, soulignant les synergies plutôt que les conflits.



© European Union, 2016

L'idée sur laquelle repose la déclaration, était l'avis partagé de tous que la politique rurale avait besoin d'une vigueur et direction nouvelle. Sinon, il y avait le danger qu'elle soit réléguée à un échelon inférieur des priorités de l'UE, ainsi faisant décroître le budget à la prochaine révision du CFP ou par la suite. De plus, la logique de Cork 1 était prête à passer au niveau supérieur. De nombreux délégués semblaient être d'accord avec Franz FISCHLER qui, au cours de ses remarques dans la cession de clôture, a avancé que la politique rurale devrait être le moteur principal pour avancer, en incluant implicitement le Pilier 1 du support à l'agriculture comme un élément unique d'un cadre plus large et plus stratégique.

La déclaration même maintient l'adoption de l'approche du second Pilier pour l'intégralité de la PAC. «L'architecture de la PAC doit être basée sur une stratégie commune

et un cadre de programmation qui cible toutes interventions aux objectifs sociaux, économiques et environnementaux.» (Point 8 sur la gouvernance).

La communication sur les performances améliorées, l'administration intelligente au lieu d'une simple simplification, les questions liées au climat et à l'environnement ont été abordées avec plus de vigueur, et le besoin de politiques responsables et adaptées à ce contexte est apparu.

Les sociétés rurales ne sont pas fondamentalement sous-développées, et elles offrent bien plus à la société que ce qui est généralement admis. Bien qu'il y ait certainement eu des appels pour un soutien plus précis, cela a été accompagné par des exigences de fierté de l'identification rurale et d'une collaboration plus efficace des parties prenantes pour assurer leur position dans le cas d'une reconsidération des priorités européennes.

Parallèlement, il est clair que le potentiel des politiques rurales n'est pas toujours exploité et une certaine valeur pourrait être ajoutée; par exemple à travers une application plus large des schémas de performance. Dans plusieurs séminaires, il était évident que certaines politiques et chaînes de financement n'inspiraient plus confiance. Les administrations sont chaque jour plus concernées par le risque de pénalités et désaveu alors que de petites infractions ont eu lieu. Les agriculteurs craignent que les détails des contrôles ne les pénalisent inutilement et les exposent également à des sanctions. Des politiques prudentes peuvent dominer dans ces conditions, entrant directement en conflit avec les objectifs sous-jacents qui nécessitent souvent une prise de

risque. Renverser cette tendance ne sera pas simple mais la scène est préparée pour de plus grands efforts dans ce sens. Cela s'applique également au travail envers une économie rurale plus écologique, une meilleure intégration des migrants et une plus grande inclusion sociale, ainsi que des chaînes d'approvisionnement plus courtes. Les solutions ont été diverses. Lors de sa conclusion, le Commissaire HOGAN a soutenu la demande d'un contrôle rural de toutes les politiques européennes. Plus d'information, de formation, d'engagement et de médiation, en parallèle d'une plus grande sensibilisation parmi les consommateurs et autres acteurs de la chaîne de valeur, sont des approches qui ont surgi dans presque tous les séminaires. Les administrations sont généralement réticentes à donner une priorité à ces mesures plus douces, essentiellement en raison de la difficulté à mesurer les résultats. Pourtant, les débats de Cork indiquent qu'un changement de cette culture pourrait être d'une grande aide. Les gestionnaires des terres et les petites entreprises sont face à une transition vers un nouveau monde en ressources limitées pour en évaluer les conséquences, ils ont donc besoin de soutien et d'orientation, outre une aide financière.

Il reste maintenant à voir si ce regain d'énergie et ce désir de nouvelles orientations se maintiendront dans la pratique et la durée. Le Commissaire semblait considérer que l'événement avait été grandement utile. Nous attendons de voir s'il intégrera le Développement rural dans les débats autour de la réforme de la PAC et son futur qui sera sans aucun doute lié aux débats du Cadre Financier Pluriannuel (CFP) post 2020 durant les 12 prochains mois.



© European Union, 2016

# DEUTZ-FAHR. TECHNOLOGY DRIVEN PRODUCTIVITY.




## Leading tractors, combine harvesters and implements.

Innovative technology, attractive design, comfort and productivity – DEUTZ-FAHR offers a complete range of tractors from 35 HP to 340 HP, combine harvesters from 250 HP to 395 HP, telehandlers and forage harvesting equipment. Combining this excellent product range with advanced precision farming systems, DEUTZ-FAHR provides a tailor-made technology solution to allow maximum efficiency in the field and on the road. All in all DEUTZ-FAHR is the perfect partner to increase the profitability of any business.

To discover more please contact a DEUTZ-FAHR dealer or visit [deutz-fahr.com](http://deutz-fahr.com).



DEUTZ-FAHR is a brand of  SDF





T. de l'ESCAILLE, N. PAUWELS, S. J. SCHERR, M. SCHEELE, A. GRADY

## Des futurs durables pour le patrimoine européen des paysages culturels: appliquer une approche paysagère à la science et à la politique sur l'utilisation des terres

*L'adoption de la Convention européenne du paysage (CEP) a attiré l'attention des scientifiques, des politiques et du grand public, mais n'a pas encore eu d'effet sur la mise en place de solutions communes pour répondre aux principaux défis auxquels la société européenne doit aujourd'hui faire face. Le projet HERCULES FP7 a su appliquer une approche holistique, multi-échelle et interdisciplinaire pour une recherche efficace et une compréhension des paysages ruraux en Europe.*

Julianna NAGY - Coordinatrice de projet, ELO



6

La prochaine étape consistera à appliquer une «approche paysagère» pour soutenir leur durabilité à long terme, c.-à-d. en respectant et en permettant leurs dynamiques inhérentes, leurs spécificités culturelles et leur nature multi-institutionnelle. Choisir de placer l'approche paysagère au cœur des modèles politiques et de gouvernance peut être une façon plus efficace de s'adapter et de gérer la concurrence et les interdépendances pour les ressources naturelles, le patrimoine culturel et les services écosystémiques au sein des Objectifs de Développement Durable (ODD) et par les utilisateurs de la terre. Les gouvernements et les politiques doivent prendre en compte les facteurs socio-économiques et biophysiques présents dans les paysages, ainsi que les cultures des personnes qui y habitent et y vivent.

Le 4 octobre dernier, les parties prenantes se sont réunies à l'occasion de la conférence finale du projet, qui comportait deux panels de discussions. Le premier panel, introduit par Guy ROBINSON, Editeur du journal Land Use Policy, a présenté la question de la science paysagère et la compréhension des dynamiques des paysages culturels en Europe. Le second pa-

nel a examiné la question de l'application d'une approche paysagère aux politiques d'usage de la terre. Cette session était animée par Sara J. SCHERR, Présidente et CEO de EcoAgriculture Partners.

### Comprendre notre environnement pour prendre de meilleures décisions.

Depuis 2000, la science paysagère est de plus en plus utilisée par les chercheurs qui étudient la relation entre les hommes et l'environnement, avec une attention particulière portée aux changements dans l'utilisation du sol et des données relatives aux ressources terrestres à l'échelle des paysages. Ces études tendent à faire le lien entre les sciences naturelles, l'écologie du paysage, les sciences humaines à travers la géographie et l'écologie humaine, et les approches humanistes et symboliques du paysage. Le but étant de comprendre les structures, les processus appropriés, ainsi que leurs états et causes principalement en termes d'usages anthropogéniques des paysages.

Lorsque l'idée du projet HERCULES est apparue en 2012, on rencontrait alors beaucoup d'ambiguïtés autour du concept de

paysage culturel. Même si ce concept était avant tout lié au patrimoine, à la société et à l'environnement, l'équipe HERCULES en avait une compréhension un peu différente. Ce projet avait pour objectif de relier les paysages culturels avec une perception dynamique de l'espace et sa gestion. Au cœur du projet, les questions de déterminer pourquoi et à quelle vitesse les paysages culturels changent ont été abordées. De plus, les partenaires souhaitaient examiner des initiatives plus pratiques de gestion des paysages culturels.

Ainsi, les chercheurs HERCULES ont synthétisé les connaissances existant sur les causes, modèles et résultats des persistances et changements des paysages culturels européens. Ils ont également effectué des études de cas ciblés afin de développer des visions approfondies sur les dynamiques et valeurs des paysages culturels. De plus, ils ont créé une typologie des paysages culturels et changé l'échelle des études de cas grâce aux observations et à la modélisation des paysages. Ils ont également élaboré de nouvelles approches pour relier les composantes sociales et écologiques aux paysages culturels, et les ont traduites en recommandations politiques.

L'étude du paysage et son histoire n'a pas comme but premier de susciter chez nous un sentiment nostalgique. Cela nous pousse à développer une notion claire et précise de ce que le paysage incarne réellement, et donc de se poser les bonnes questions: devrions-nous limiter notre compréhension du paysage à ce que l'on voit sur les cartes topographiques ou autres photos aériennes? Ou devrions-nous plutôt faire valoir une approche de terrain pour appréhender le paysage et comprendre comment les populations locales et les touristes construisent un paysage avant tout pour eux-mêmes? Les partenaires du projet ont décidé de combiner les deux perspectives avec une analyse basée sur des cartes classiques ayant trait à l'usage du terrain/couverture terrestre avec des témoignages historiques oraux sur ces paysages. Le but était de découvrir comment ces paysages ont évolué et quelles ont été les principales causes responsables des changements observés. Les chercheurs ont employé cette méthode pour six cas d'étude où des paysages ont connu une importante évolution au cours des deux derniers siècles, en ayant recours à des procédés identiques pour les analyses cartographiques et les témoignages historiques oraux de chacun des lieux étudiés afin de bénéficier d'une meilleure compréhension globale.

En parallèle, les chercheurs sont allés encore plus loin en demandant directement à des individus comment et pourquoi les paysages ont changé de la sorte, et se sont concentrés sur la perception de la «valeur du paysage», afin d'obtenir une meilleure compréhension des interactions reliant la communauté locale avec ce dernier. Parfois, ces perceptions sont profondément ancrées dans l'histoire locale et ne peuvent, par conséquent, être comprises uniquement à travers le prisme du passé (ex. valeurs existentielles, significations spirituelles, épanouissement social). Tout en gardant à l'esprit cependant que ces perceptions sont également dynamiques et évoluent en même temps que la société dans laquelle elles s'inscrivent.

### Développer des alliances pour défendre des politiques

Aujourd'hui, les paysages font face à de nombreux défis touchant à des dimensions multiples: production agricole, biodiversité, écosystèmes, adaptations aux effets du changement climatique, développement rural et urbain, hydrolo-

gie, emploi, transformation inclusive de l'économie, etc. qui doivent trouver une place et se dégager d'une même base de ressources naturelles. Les politiques actuelles ne sont pas bien adaptées à ces défis en raison de leur éparpillement et de leur cloisonnement. Néanmoins, le nouveau cadre de travail des ODD (et les directions convergentes qui réunissent CBD, CFS, CCD, UNFCCC, Habitat III, et l'économie verte inclusive) constituent des politiques «énergisantes» pour des approches intégrées.

L'approche paysagère offre une opportunité à la mise en pratique de la consolidation d'objectifs essentiels au développement durable. Les politiques actuelles doivent toutefois évoluer de sorte à encourager ces efforts sur le terrain. De la même manière, une collaboration sur le long-terme entre les différentes parties prenantes est indispensable pour réaliser ces objectifs sur la base de l'approche mentionnée.

Les fermiers, propriétaires terriens et forestiers (ainsi que beaucoup d'autres acteurs) ont contribué au développement des paysages durant de nombreuses années, pour ne pas dire des siècles. Ils représentent également ceux qui façonneront et moderniseront ces paysages à l'avenir. Bien que ces derniers aient une vision de ce que doit être le paysage différente de celle mise en place par les politiques actuelles – ils sont les seuls qui doivent vivre avec ces décisions et qui seront responsables du maintien et du renouvellement des paysages. Une approche paysagère appliquée aux politiques devrait ainsi prioritairement être axée autour de l'engagement des personnes impliquées. Si l'on souhaite mettre en œuvre des politiques fructueuses, les responsables en charge auront besoin de s'appuyer sur l'engagement de ceux qui sont directement concernés par ces décisions.

Nous devons veiller à ce que les nouvelles politiques sur l'approche paysagère ne remplacent ou ne limitent pas les réglementations en vigueur, sans apporter en parallèle une quelconque valeur ajoutée. Beaucoup de gestionnaires fonciers éprouvent déjà de grandes difficultés à s'aligner sur les réglementations et les obligations administratives. En outre les paysages reposent sur le principe de respect mutuel. Les gestionnaires fonciers se doivent de respecter l'intégrité de leur propriété et de préserver leurs valeurs économique et en-

vironnementale. D'un autre côté, ceux qui visitent la campagne doivent respecter ces propriétés privées. Troisièmement, si nous voulons améliorer les paysages, ceux qui gèrent le paysage devrait en bénéficier tout autant que ceux qui viennent le visiter. Une approche du paysage, en particulier si l'on combine l'utilisation des terres avec le patrimoine, la conservation et d'autres aspects, exige que nous réexaminions la possibilité de paiement aux gestionnaires des terres pour la fourniture de biens public.

ELO est fière d'être le partenaire du projet HERCULES et a hâte de contribuer davantage aux discussions sur l'avenir de nos paysages européens et ses défis socio-économiques sous-jacents.

Les orateurs de marque de la conférence étaient (par ordre d'apparition) Tobias PLIENINGER (coordinateur du projet HERCULES), Birgit de BOISSEZON (Chef d'Unité, Gestion durable de ressources naturelles, DG Recherche et Innovation, Commission européenne), Guy ROBINSON (Editeur du journal Land Use Policy), Matthias BÜRGI (Institut suisse fédéral de recherche sur la forêt, la neige et le paysage), Peter VERBURG (VU Université d'Amsterdam), Thanasis KIZOS (Université de l'Egée), Sara J. SCHERRR (Président et CEO, EcoAgriculture Partners), Martin SCHEELE (Chef d'Unité, Cohésion du développement rural, DG Développement agricole et rural, Commission européenne), Natalie PAUWELS (Assistante politique du Directeur-Général de la DG Environnement, Commission européenne), Anne GRADY (Diversité Culturelle et Innovation, DG Education & Culture, Commission européenne), Thierry de l'ES-CAILLE (Secrétaire-Général, European Landowners' Organization). Les modérateurs de cette conférence étaient Graham FAIRCLOUGH (Landscape Research Group) et Claudia BIELING (Université de Hohenheim).

Pour plus d'informations  
veuillez visiter  
le site du projet:  
[www.hercules-landscapes.eu](http://www.hercules-landscapes.eu)



This project has received funding from the European Union's Seventh Framework Programme for research, technological development and demonstration under grant agreement no 603447.  
1 December 2013 – 30 November 2016



Michal PERNICA (Directeur Coloredo-Mannsfeld spol. s r.o.), Jens RISOMS (CEO de Gissfeld Kloster), Konstantin KOSTOPOULOS (COO Label Wildlife Estate), Lelio COLLOREDO-MANNFELD (Coloredo-Mannsfeld spol. s r.o.), Carlos OTERO MUERZA (Président du Comité Scientifique du WE), Gustav HAGEMANN (Ruuthsbo Gods), Thierry de l'ESCAILLE (Secrétaire Général de ELO)

## Etape clé: le Label Territoires de Faune Sauvage englobe plus d'un million d'hectares

*Au Danemark, 26 nouveaux domaines ont rejoint le réseau des Territoires de Faune Sauvage (and WE), atteignant désormais 231 territoires et couvrant une zone totale de 1.135.000 hectares.*

Florian HOFBAUER, ELO



8

Le Label Territoires de Faune Sauvage (ang. Label Wildlife Estates) a été créé afin de faire connaître et récompenser les propriétaires et gestionnaires ruraux des territoires en Europe ayant mis en place des modes de gestion jugés exemplaires. Cette initiative, basée sur une participation volontaire, vise à souligner le rôle clé des propriétaires ruraux dans la protection de la biodiversité, en les présentant à la société comme des gardiens de la nature. Elle fait également le lien entre la biodiversité et la chasse responsable afin de promouvoir une meilleure communication entre les gestionnaires ruraux, les chasseurs et les autorités locales. Le projet est géré par 19 délégations nationales responsables de la diffusion de l'initiative dans leurs pays.

Du 27 au 29 septembre dernier, des experts internationaux en gestion de la faune sauvage et des délégations nationales se sont réunis à Køge au Danemark pour la 11<sup>ème</sup> Session Plénière du Comité de Pilotage du Label WE pour discuter des avancées du projet, échanger leurs expériences et valider le nouveau WE dans plusieurs pays. La réunion était présidée par Konstantin KOSTOPOULOS, COO du projet WE.

ELO et le Comité de Pilotage Territoires de Faune Sauvage ont décerné le label WE aux territoires Gissfeld Kloster (DK), Coloredo-Mannsfeld (CZ), Skabersjö (SE) et Ruuthsbo Gods (SE) pour leurs extraordinaires efforts en matière de promotion de la biodiversité et conservation de la nature.

Le séminaire «Gérer la vie sauvage européenne et son environnement naturel» a permis des échanges fructueux entre différents acteurs de la conservation de la nature et de la vie sauvage. Humberto DELGADO ROSA, Directeur Capital Na-

turel de la DG Environnement, a mis l'accent sur le rôle des propriétaires ruraux privés dans la conservation de la nature. Il a également affirmé que «les chasseurs sont des gestionnaires de la nature et méritent une reconnaissance totale de leur rôle pour la nature». Andras KROLOPP, Senior Policy Advisor pour The Nature Conservancy, a présenté le modèle de conservation nord-américain qui propose un abattement fiscal aux propriétaires ruraux acceptant des restrictions de conservation sur leur territoire et leur permet de vendre la perte accumulée de leurs revenus à des ONG comme The Nature Conservancy. Il a déclaré que «ce modèle pourrait également avoir du potentiel en Europe». Jürgen TACK, Directeur scientifique chez ELO & Landelijk Vlaanderen, a évoqué la contribution de la chasse à la conservation de la nature en permettant le maintien d'un équilibre entre les populations de proies et de prédateurs. Il a affirmé que «si les populations continuent à augmenter, la chasse sera





Domaine Ledreborg

*alors la seule solution pour revenir à des effectifs inclus dans les limites de capacités de charge».*

Les participants de la Session Plénière ont eu la chance de visiter les territoires de Ledreborg et Gissfeld afin d'observer la gestion de leur vie sauvage et paysages. Ledreborg est un territoire de 1.600 hectares au centre de l'unique Parc National de Sealand. Il a été placé sous une ordonnance de conservation nationale du paysage dans les années 1970. Les activités agricoles sont axées sur la production de blé, orge, seigle et avoine, ainsi qu'une production de

gazon. Ledreborg est traditionnellement un territoire de chasse, où la gestion du gibier et de la faune sauvage joue un rôle primordial dans la conservation de la nature. La chasse au petit gibier, en battue et au chien d'arrêt, est pratiquée, ainsi que la chasse au chevreuil.

Le Territoire de Gissfeld compte 4.000 hectares de forêt, terres agraires, prairies, lacs et marais. Cet espace offre des conditions optimales au gibier et à la nature, grâce aux biotopes artificiellement créés faits de haies et de cultures nourricières. Des bandes enherbées ont été cultivées

afin d'étendre l'habitat des pollinisateurs. Les activités agricoles se font en harmonie avec les autres activités du territoire telles que la location de maisons, la pêche, la chasse, le tourisme et l'organisation d'événements.

Pour plus d'informations  
vous pouvez visiter le site:  
[www.wildlife-estates.eu](http://www.wildlife-estates.eu)  
ou nous contacter par email:  
[wildlife@elo.org](mailto:wildlife@elo.org)

## Restons calmes et donnons la parole à l'Afrique!



La Convention sur le Commerce International des Espèces de Faune et de Flore Sauvages Menacées d'Extinction (CITES) est née du constat que la conservation de la nature est d'importance mondiale et que

la coopération internationale est nécessaire pour protéger certaines espèces menacées par le commerce. Plus de 180 pays ont ratifié la CITES qui établit le cadre légal international pour éviter le commerce des espèces menacées et réguler le commerce des autres espèces. La 17ème Conférence des Parties (CoP), l'organe de décision de la CITES, s'est tenue en Afrique du Sud du 24 septembre au 5 octobre de cette année. Les membres ont voté d'importantes résolutions ayant des incidences significatives sur le commerce de la vie sauvage, mais également sur les communautés qui tirent ou non les profits des ressources naturelles. Si la chasse responsable et d'autres formes de consommation sont éliminées et que les peuples locaux ne peuvent plus bénéficier de la nature les environnant, les atouts naturels que nous nous proposons de conserver ne seront plus soutenus et protégés par les populations locales. Interdire la consommation durable, pour des raisons qui seraient majoritairement pu-

rement émotionnelles, aurait pour conséquence une perte massive et dévastatrice des habitats naturels.

Le Conseil International de la Chasse et de la Conservation du Gibier (CIC) a soutenu ses membres en Afrique en donnant une conférence de presse le samedi 24 septembre à 17h à la CoP17 de la CITES. Les gouvernements de Namibie, Afrique du Sud, Zambie, Zimbabwe et Mozambique ont exprimé leurs frustrations et inquiétudes concernant la mise en place de règles et lignes directrices, développées sans leurs contributions par des gouvernements étrangers, qui affecteraient défavorablement la conservation de la nature et la création d'emplois dans leurs pays respectifs. Les Etats de l'aire de répartition d'Afrique avaient enfin leur mot à dire sur le futur de leur nature! La séance peut être visionnée sur la page Facebook du CIC.

L'équipe du CIC  
[www.cic-wildlife.org](http://www.cic-wildlife.org)



## Des paysages à fleurs sauvages & et des machines agricoles respectueuses des abeilles annoncés comme gagnants de l'édition de cette année du Prix Européen de l'Abeille.

*L'initiative "B-ligne" à grande échelle paysagère et la technologie de fauchage "système à double lames" se sont distingués dans le groupe des 27 candidats appartenant à 17 pays européens.*

Beatriz ARRIBAS, CEMA, Ana CANOMANUEL, ELO



Dans sa troisième édition, le prestigieux Prix Européen de l'Abeille organisé par ELO et CEMA, est attribué aux projets innovants dans deux catégories différentes: "bonnes pratiques d'un gestionnaire des terres" aidant à la protection des habitats des pollinisateurs dans un milieu agricole, et "solutions innovantes & technologiques", visant à réduire l'impact des activités agricoles sur les populations des pollinisateurs. Nous avons eu la possibilité de nous entretenir avec les coordinateurs des projets sur les objectifs et les futurs développements de ces projets.



**Paul EVANS est coordinateur du projet "B-lines" chez Buglife:**

**Le projet 'B-lines' se concentre sur la restauration des habitats de fleurs sauvages afin de protéger les pollinisateurs au RU. Comment est née cette idée?**

Buglife était très préoccupé par le déclin des abeilles au cours des dernières vingt années, nous en avons étudié les causes sous-jacentes et nous avons découvert que plus de "3 millions d'hectares de prairies riches en fleurs sauvages avaient disparu depuis 1945 au RU". Ceci a mené à la fragmentation et à l'isolation des communautés des pollinisateurs. "B-lines" (red. lignes de communication pour les abeilles) constitue notre tentative d'inversion de ce déclin.

**Quelles sont les actions principales et les pratiques entreprises par "B-lines" afin de préserver les insectes pollinisateurs?**

Tout d'abord "B-lines" recense les zones, habituellement un comté à la fois, en concertation avec des groupes locaux de défense de la faune, des propriétaires terriens et d'autres parties intéressées. Initialement en traçant des zones qui sont encore bonnes pour les abeilles nous cherchons à fournir une connectivité en choisissant les meilleurs couloirs pour joindre ces importantes zones et les connecter ensuite avec les régions avoisinantes. La deuxième phase consiste à faciliter le remplissage des zones "B-lines" recensées comme possédant des bandes riches en habitats pour les pollinisateurs, soit en plantant directement et/ou en semant de nouvelles prairies, soit en incitant les autres à le faire.

**Pouvez-vous nous indiquer quelques endroits où ce projet a été mis en place? Pouvez-vous énumérer les principaux avantages observés à ce jour pour les populations d'insectes ?**

Approximativement plus de deux tiers de l'Angleterre est déjà recensé, ainsi qu'un petit bout d'Ecosse et du Pays de Galles. La plupart des autres B-lines ont connu une certaine activité grâce à des organisations partenaires telles que Wildlife Trusts et/ou à des propriétaires terriens. Toutes ces lignes sont tracées dans notre carte interactive des B-lines. Nous avons déjà des preuves d'une augmentation des communautés de pollinisateurs dans et autour des B-lines actives, ainsi que d'une importante amélioration de la flore. Un de nos parte-

naires, l'Arboretum de Yorkshire, a connu un succès tel avec sa prairie qu'il a pu récolter et vendre ses semences.

**B-lines est un projet de grande envergure, comment vous assurez-vous qu'il y aura une continuité après la création des zones de fleurs sauvages? Les partenaires publics/ privés sont ils-responsables pour assurer le suivi au niveau local?**

Nous demandons à tous les partenaires de garantir une continuité de minimum 10 ans pour les prairies dans la création desquelles nous sommes impliqués. Nous essayons de surveiller les zones créées. Nous développons actuellement un système d'accréditation pour assurer la qualité des travaux entrepris à tous les niveaux. Nous encourageons tous les participants à se joindre à un dialogue régulier pour soutenir les enseignements tirés du projet.

**B-lines sont présentes également dans le milieu agricole, comment cette initiative est reçue par les gestionnaires terriens?**

Initialement, les communautés agricoles ont opposé une certaine résistance au développement des B-lines, mais le projet grandissant il en fut de même pour le niveau d'engagement agricole car ceux qui y ont participé ont bénéficié de rendements plus élevés en raison de l'augmentation de la pollinisation. Les B-lines sont également attentivement tracées en évitant les parcelles à haut rendement agricole. Nous travaillons également avec le gouvernement pour essayer d'obtenir des subventions pour les adhérents au projet. Nous avons également développé un système de conseil agricole mettant en avant

des cas de bonnes pratiques engagées directement avec les agriculteurs du sud-est de l'Angleterre.

**Sur la base de votre expérience actuelle, envisagez-vous d'exporter votre idée dans d'autres pays?**

Buglife serait intéressé à mettre en place les B-lines dans d'autres pays. Après tout, les abeilles ne s'arrêtent pas aux frontières nationales. Par exemple, l'interface entre l'Irlande et l'Irlande du Nord est d'une grande importance et nous espérons pouvoir commencer le travail cartographique en 2017.

**Comment avez-vous entendu parler du Prix Européen de l'Abeille?**

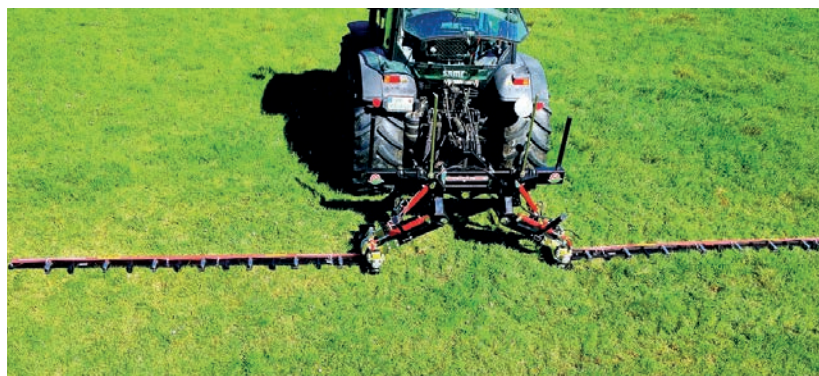
Nous avons vu une publicité on-line pour le prix et nous avons pensé que cela serait une superbe plateforme pour promouvoir les B-lines. Nous étions persuadés que gagner ce prix nous donnerait la possibilité d'accroître l'impulsion politique et l'enthousiasme de la part des propriétaires terriens afin de fournir plus de B-lines.



**Max BANNASKI est le fondateur et le PDG de BB Umwelttechnik, la jeune entreprise engagée dans le projet de la faucheuse du "Double Knife system":**

**Le système de fauchage à double lames est un outil innovant pour effectuer les récoltes des prairies en évitant d'endommager les emplacements des insectes et des amphibiens sur les fleurs sauvages ou l'herbe. Comment est née cette idée?**

En tant qu'agriculteur biologique enthousiaste, je cherchais une technique de fauchage plus favorable à l'environnement, utilisant des outils de la machinerie agricole plus légers afin d'être plus attentifs aux emplacements des insectes dans l'herbe. Puisqu'il n'y avait pas de fau-



cheuse répondant à cette demande et à mes idées, j'ai décidé d'en construire une.

**Quels sont les principaux avantages de l'utilisation de ce système par rapport aux faucheuses rotatives classiques?**

Ces faucheuses à double lames traitent les amphibiens et les insectes avec soin pendant la tonte. Comparé au système classique celui à double lames n'aspire pas les insectes (cette technique utilise seulement le système de coupe des ciseaux). Grâce à cela, l'herbe coupée tombe derrière et les insectes assis sur les plantes peuvent s'envoler sans aucun obstacle. Cet outil réduit également considérablement la consommation de carburant et évite le compactage du sol en raison de sa légèreté.

**Cet outil peut-il être installé à posteriori sur les machines utilisées actuellement? Si oui, quels sont les coûts approximatifs?**

Pour l'instant ce type d'installation n'est pas disponible.

**Cette technologie présente un intérêt pour réduire l'impact des pratiques agricoles sur les pollinisateurs, êtes-vous en contact avec les associations d'apiculteurs ou les agriculteurs locaux pour évaluer l'impact de l'outil dans la préservation des pollinisateurs?**

J'ai moi-même des abeilles à ma ferme. Et je suis en contact avec les apiculteurs afin de discuter comment améliorer mon système pour protéger les pollinisateurs au-

tant que possible. Je pense, que pour protéger les abeilles pendant les opérations de tonte ce système est presque parfait.

**Ce produit est-il déjà disponible sur le marché (comme technologie séparée/ ou intégrée dans les nouvelles faucheuses)? Si non, quand prévoyez-vous de le lancer? Si oui, combien d'unités approximativement ont déjà été vendues?**

Oui, ce type de machines est déjà sur le marché depuis plus de deux ans. Sur cette période, nous avons livré plus de 100 systèmes de fauchage dans différents pays européens.

**Croyez-vous que les régimes de soutien de l'investissement public tels que les paiements de 2ème Pilier de la PAC pourraient être utilisés pour faciliter l'adoption d'un tel équipement?**

Oui, bien sûr. Cependant, le financement devrait être augmenté de manière significative afin de promouvoir une agriculture durable. Les programmes de subventions locales pour cette technologie, qui sont déjà disponibles dans différents pays, en particulier dans les zones à fort potentiel de conservation écologique, montrent clairement que le nombre de faucheuses à deux lames a augmenté de manière significative.

**En fonction de votre expérience actuelle, envisagez-vous d'exporter votre technologie dans d'autres pays? Si oui, quels pays seraient une priorité?**

De plus en plus d'agriculteurs d'autres pays reconnaissent les avantages de ce nouveau système. Nous sommes très intéressés par l'exportation de nos faucheuses dans d'autres pays européens. Au cours de la dernière saison, nous avons reçu de nombreuses demandes émanant de Suède, du Danemark, des Pays-Bas, de France, de Hongrie et bien sûr d'Autriche et de Suisse.



Pour en savoir plus sur le Prix Européen de l'Abeille veuillez vous rendre sur le site: [www.elo.org/awards/bee-award](http://www.elo.org/awards/bee-award) ou contacter la coordinatrice du projet: [ana.canomanuel@elo.org](mailto:ana.canomanuel@elo.org)



## Le débat de EHHA sur l'éducation, la formation et l'innovation pour une meilleure gestion des bâtiments historiques.

*Chaque année, l'Association Européenne des Demeures Historiques invite tous ses représentants nationaux à Bruxelles afin de se pencher sur les actions menées par l'organisation, ainsi que sa stratégie pour le futur. A travers plusieurs réunions, une importante impulsion a été donnée afin d'appuyer le développement de notre association représentant les propriétaires privés d'habitats historiques au niveau politique européen. Car il apparaît crucial, pour ne pas dire vital, de sensibiliser davantage le public et le monde politique aux nombreuses difficultés et besoins qui ont attiré à la préservation de notre héritage culturel. L'Année Européenne du Patrimoine Culturel en 2018 se doit d'être notre principale priorité afin de répondre à cet objectif. En outre, il a été décidé de donner une seconde vie à notre «Prix de l'Association des Demeures Historiques Européennes» pour renforcer de façon générale notre visibilité à travers le continent.*

Maarten PEETERS, EHHA

Le mercredi 5 octobre, durant l'après-midi, l'Association Européenne des Demeures Historiques a lancé un débat sur l'éducation, la formation et l'innovation pour une meilleure gestion des bâtiments historiques. Ces derniers sont, en effet, d'importants bastions (locaux) pour la diffusion de notre riche histoire et culture communes. Les demeures historiques sont, de la même manière, d'une importance déterminante pour sensibiliser la nouvelle génération à notre patrimoine culturel. Mais si nous souhaitons atteindre cette génération et la motiver à s'engager pour la protection de notre héritage européen, il est impératif d'investir dans des domaines clés tels que la formation ou la transmission des savoirs. Le président de notre association, Rodolphe de LOOZ-CORSWAREM, et Martine REICHERTS, directrice-générale

de la DG Education et Culture, ont cependant tous deux pertinemment relevé que la jeunesse d'aujourd'hui est loin d'être encore avertie de notre passé commun. Mme REICHERTS insista ainsi sur la nécessité de dépasser les limites posées par une éducation traditionnelle qui a souvent tendance à trop se focaliser sur certaines compétences spécialisées tournant autour des domaines de l'économie et du droit. Nous devons indubitablement soutenir à une plus grande échelle l'enseignement d'autres compétences, d'autres valeurs, qui nous permettraient de tous vivre ensemble de façon plus harmonieuse, tout en valorisant davantage d'autres métiers, tels que ceux liés à l'artisanat. M. Patrick LIÉBUS, président de la Confédération Européenne des Bâisseurs, association qui représente les PME dans le secteur de la construction, souligna également cette

dernière nécessité en mettant en lumière l'importance de l'apprentissage pour une transmission efficace de certaines compétences.

Mme REICHERTS n'hésita pas ensuite à affirmer que notre modèle économique est actuellement en train de connaître une évolution vers un nouveau concept de partage, en opposition à celui de propriété privée. De son point de vue, ouvrir les portes des résidences historiques privées fait davantage écho aux aspirations de la nouvelle génération. Bien que, comme notre représentant britannique, le président Richard COMPTON, le démontra durant sa présentation, beaucoup de propriétaires privés sont déjà en train de trouver un juste équilibre entre leur logement et le public intéressé. Une large étude menée au Royaume-Uni indique, en

effet, que 60% des maisons historiques privées ouvrent leurs portes pour des événements publics tels que des mariages, par exemple.

Si nous voulons intéresser les jeunes à notre patrimoine culturel, il est primordial, d'après Mme REICHERTS, d'adopter leur langage et d'ajuster notre approche en ayant recours aux nouvelles technologies informatiques de manière plus intensive. *Herita*, une organisation patrimoniale flamande, essaye de focaliser ses activités sur les jeunes enfants en leur demandant directement leurs besoins et envies, tout en impliquant différentes parties prenantes comme, par exemple, les communautés locales, les écoles ou encore les villageois. De cette manière, il est dès lors possible de susciter leur intérêt à un stade plus précoce. Dans cette même optique, nos associations nationales essayent d'explorer d'autres solutions plus inventives. Mme Birthe LUEL, présidente de l'association danoise BYFO, proposa toute une série de moyens pour informer et sensibiliser le public, comme par exemple en ayant recours aux médias télévisuels, aux compétitions en ligne ou bien aux médias sociaux. Notre membre estonien, représenté à la conférence par M. Imre SOOÄÄR, partagea quant à lui l'approche innovante adoptée en Estonie concernant un système de remise de prix basé sur celui des «Oscars», qui résulta en une augmentation de 20% du nombre de visites de résidences historiques au cours de cette année.

Afin d'améliorer les méthodes éducatives et de formation liées à la conservation des bâtiments historiques, innover est devenu crucial. M. Robert MADELIN,

conseiller pour la Commission Européenne et premier orateur lors de la conférence, expliqua deux éléments primordiaux pour une stratégie novatrice visant à mieux promouvoir notre patrimoine culturel. Le premier aspect essentiel est évidemment l'importance croissante des technologies (ex.: drones) et de l'informatique (ex.: médias sociaux). La société en général, et spécialement la jeune génération, est de plus en plus ouverte au phénomène de digitalisation, ce que les propriétaires privés de bâtiments historiques ne peuvent en aucun cas ignorer. De nombreuses initiatives créatives ont déjà vu le jour en Europe; continent qui se trouve par ailleurs déjà à la pointe en matière d'innovation. En effet, M. MADELIN rappela à juste titre que cinq des dix pays les plus innovants dans le monde sont européens. Un bel exemple à cet égard sont les efforts menés par M. Thibaut le MARIÉ, autre orateur lors de la conférence, qui expliqua le projet «Langue et Nature» prenant place dans son château (de la Mazure). Il décida de gérer son habitation comme un centre d'enseignement pour les adultes et adolescents, en offrant de fait un cadre particulièrement stimulant à ces derniers. En outre, il investit également dans une plateforme qui fournit des leçons de cuisine en ligne en français et en anglais.

Le deuxième élément majeur concerne l'importance des réseaux (virtuels). En effet, M. MADELIN releva la nécessité de développer de nouveaux partenariats et de rechercher de nouvelles alliances, qui peuvent dans certains cas nous apparaître improbables au premier coup d'œil. Notre association française, La Demeure Historique, est très active dans ce domaine en

essayant constamment de s'insérer dans de nouveaux réseaux, novateurs et parfois inattendus. Son président, M. Jean de LAMBERTYE, raconta la création d'une fondation auxiliaire pour soutenir les monuments historiques, afin de contrebalancer les coupes budgétaires dans les dépenses gouvernementales. Depuis 2009, cette fondation a distribué plus de 1,2 million d'euro parmi 100 monuments et 50 étudiants. De plus, cette association a été capable de collecter 5,6 millions d'euro pour 145 projets depuis 2008. Ana CANOMANEUL-ÁVILA, qui présenta le projet REVAB géré par ELO, donna un autre bel exemple dans la même lignée, démontrant à merveille que les bâtiments entourant généralement les résidences historiques peuvent être réutilisés de manière plus inventive et rentable.

Nous avons l'intime conviction que nos orateurs et participants ont délivré un message particulièrement clair qui devra être pris en compte dans nos prochains développements stratégiques. Il est clair que sensibiliser et impliquer la nouvelle génération est d'importance capitale pour la protection et la conservation de notre patrimoine commun. Afin de garantir l'engagement des plus jeunes, nous nous devons d'employer leur langage et d'investir dans de nouvelles méthodes de communications plus inventives.

Les minutes, rapports, présentations et photos de la conférence seront mis à disposition sur notre site internet [www.europeanhistorichouses.eu](http://www.europeanhistorichouses.eu) ainsi que sur Facebook @EuropeanHistoricHouses.



R. de LOOZ- CORSWAREM, P.LIEBUS

# Poissons, champignons, et forêt : Assemblée générale 2016 des YFCS à Vienne

Chaque année L'assemblée générale des Young Friends of the Countryside (YFCS) rassemble la future génération des entrepreneurs ruraux afin qu'ils puissent se mettre en réseau, profiter des exemples pratiques et partager les expériences de la gestion des terres, ainsi que des cas pratiques réussis. Cette année, l'AG des YFCS s'est tenue en Autriche.

Marie-Christine SCHONBORN, YFCS

L'assemblée s'est déroulée non loin du magnifique domaine de Venzel CZERNIN, qui a délivré une très intéressante introduction à propos de la gestion et du fonctionnement d'un champ de golf. Golfclub ENZESFELD n'est pas loin de Vienne et est également bien placé sur le domaine qui a appartenu dans le passé à la famille ROTHSCHILD.

La matinée avant l'assemblée elle-même les *Young Friends* ont eu la chance d'être également introduit à l'art de la gestion d'une ferme piscicole par Ferdinand TRAUTMANNSDORF. Il nous a montré les différentes espèces de poissons qu'il élève et vend dans de différents étangs de son domaine, et il nous a également expliqué son concept d'affaire, qui comprend l'approvisionnement de la ville entière de Vienne.

Pendant l'AG, les *Young Friends* ont eu l'opportunité d'écouter Felix MONTECUCCOLI, qui a présenté à nos membres le sujet de l'utilisation durable des terres. Il a tout d'abord donné un aperçu général de l'Autriche et de la taille moyenne des fermes, qui est en moyenne de 27 hectares. M. MONTECUCCOLI a ensuite expliqué son concept de l'utilisation durable des terres, l'expliquant comme étant une gestion des terres afin de produire la nourriture nécessaire tout en gardant l'équilibre avec



Champignonnière

la biodiversité. Il a souligné qu'en Autriche un des sujets capitaux sont les dangers et risques naturels dans les zones de montagne, ce qui peut expliquer pourquoi l'Autriche a un tel degré de sensibilisation à l'utilisation durable des terres. Pour lui, la gestion durable veut dire «*seulement cueillir le fruit, et non couper l'arbre*». M. MONTECUCCOLI a conclu en disant que l'Europe a besoin d'un nouveau concept de durabilité; un équilibre sain entre le fait de soutenir les besoins économiques des producteurs des produits agricoles, l'interdépendance économique et au même moment une attention particulière pour la biodiversité. Selon lui, un système fiscal efficace pourrait aider à créer ce nouvel équilibre.

Ana ROCHA, chargée de liaison entre ELO et la CLA, basée au Royaume Uni, a partagé son point de vue sur le Brexit. Elle a précisé les arguments tant du «Stay IN» que du «Stay Out» et a expliqué comment et pourquoi le Brexit a eu lieu. Chose plus importante, elle a souligné que «rien n'a encore changé» et que la question qui subsiste est comment le Brexit va modifier la loi britannique et européenne.

Geoffroy de CANNIERE et Marie-Christine SCHÖNBORN ont ensuite communiqué aux participants le prix FAMIGRO. Ce prix vise à récompenser l'application du projet d'entreprise le plus prospère et impressionnant déposé par la nouvelle génération des entrepreneurs ruraux avec un prix de €5,000.

Finalement, nous avons eu la chance de pouvoir accueillir Alix DE BALSAC, qui dirige le *Forum Forêt*, un réseau qui vise à créer des filiales en France afin de répondre aux spécifiques questions sylvicoles des jeunes gens. Alix est un pionnier dans ce domaine et cela était très intéressant de découvrir les impressionnants résultats qu'elle a déjà obtenus en tant que fondateur de *Forum Forêt*.

Le jour suivant la famille EDLINGER nous a montré sa champignonnière, et les *Young Friends* étaient enthousiastes de pouvoir obtenir plus d'informations sur comment les champignons sont produits. L'élevage des champignons est un processus avec une démarche rigoureusement scientifique, avec plusieurs différentes étapes. Les membres YFCS ont pu découvrir ces différentes étapes de la croissance des champignons, et ont pu profiter d'un lunch à base de champignons avant de ce séparer.

Les *Young Friends* voudraient chaleureusement remercier leur hôtes: Venzel CZERNIN, Ferdinand TRAUTMANNSDORF, la famille EDLINGER family et Alexander VILSMEIER, pour leur aide afin d'organiser cet événement en Autriche.

Telemak®  
webcast  
streaming  
video services

Contact:  
Emmanuel De Groef  
Tel: +32 2 709 10 50  
manu.de.groef@telemak.com  
www.telemak.com

# Les Chinois achètent nos terres agricoles. C'est un juste retour d'une surprotection.

*Nous sommes le pays de la vieille Europe qui avons les terres agricoles les moins chères. En est la cause, une volonté farouche d'en maîtriser les prix. Droit de préemption de la SAFER «avec révision de prix» (toujours à la baisse), droits de préemption «avec révision de prix» du Fermier en place (toujours à la baisse).*

**Christian SOREL**

**Ancien Vice-président SAFER du Centre, Ancien Secrétaire Général adjt des Bailleurs FNSEA, Ancien Président de la Propriété Privée Rurale 36**

Une fois acquises après un sérieux parcours du combattant si l'on veut les exploiter, il faut l'autorisation de la Commission des Structures. Cette réglementation draconienne a une incidence à la baisse sur la valeur vénale des terres.

Il n'y a donc pas en France de libre concurrence sur le marché des terres agricoles tant à l'acquisition qu'à l'exploitation. Les chinois, comme bien d'autres, ont trouvé une faille dans le système, bravo parce qu'ils ont osé acheter au prix qui devrait être le prix normal au vu du marché européen.

Réponse du Ministre LE FOLL à un honorable parlementaire: «cette situation est inadmissible, on va durcir la réglementation» alors que bien sûr, c'est l'inverse qu'il faudrait faire. La Profession, aveugle, se tire une balle dans le pied tous les matins en cogérant avec le Ministre une situation obscurantiste.

Si le marché était libre, les Agriculteurs et autres Propriétaires français se seraient adaptés et auraient pu acquérir les terres à un prix normal. Le prix des productions aurait suivi et les charges baissé grâce à la concurrence.

Or après les Suisses, les Hollandais, les Danois, ce sont les Chinois qui se positionnent sur ce marché.

Certaines réglementations ont peut-être

été nécessaires ponctuellement, il faut savoir les faire évoluer, voire les supprimer. Il y aura d'autres failles dans le système et d'autres «chinois» pour s'y engouffrer – et nous continuerons à sur-réglementer et à taxer le foncier.

Taxes foncières, droits de succession, ISF, plus value, droits de mutation. S'il y a

changement de destination, à la charge du vendeur: taxe communale d'aménagement 20%, taxe pour l'installation des J.A 20% taxe d'aménagement pour le promoteur 5 à 20%. Hors plus value la vente du foncier constructible est déjà taxée à plus de 60% ! Et pendant ce même temps on continue à subventionner les jachères...! Allez comprendre?



## Semences hors-la-loi.

**La biodiversité confisquée.**

**Blanche MAGARINOS-REY**

**Collection: Manifestô - Alternatives, éd. Gallimard**

ISBN : 9782072593895

Depuis les débuts de l'ère industrielle, l'agriculture s'est engagée dans un processus de destruction de la biodiversité : plus de 90 % des variétés utilisées traditionnellement par les paysans, à l'échelle de la planète, ont déjà disparu de nos champs et de nos assiettes. Pendant que les vestiges de cette diversité étaient stockés dans des banques de gènes réfrigérées à l'usage de l'industrie semencière, les variétés traditionnelles, jugées insuffisamment uniformes, étaient rendues illégales, laissant ainsi la place aux variétés modernes, seules autorisées à la vente et désormais protégées par des droits de propriété intellectuelle. Les poursuites judiciaires lancées contre l'association Kopopelli, qui conserve et distribue une vaste collection de variétés traditionnelles, ont illustré ces sombres développements.

À l'heure où se profile une réforme de la législation européenne sur le commerce des semences, ce livre fait la lumière sur un arsenal législatif complexe et nous appelle à une prise de conscience. Car derrière les semences, premier maillon de la chaîne alimentaire, les enjeux sont nombreux : survie du monde paysan, espoir d'une agriculture durable, qualité de l'alimentation, mais aussi survivance d'un patrimoine commun, rempart contre l'appropriation de tout le vivant.

## UE: Vous ne pouvez pas arrêter le terrorisme en limitant la propriété légale des armes à feu - la pétition à signer en ligne

Le 18 novembre dernier la CE a adopté un ensemble de mesures visant à rendre plus difficile l'acquisition d'armes à feu dans l'Union Européenne. Si vous n'êtes pas d'accord avec cette ligne politique, et à la place vous pensez que l'UE devrait se concentrer sur les vrais problèmes tels que:

- les frontières extérieures de l'Europe ne sont pas protégées.
- certains groupes à l'intérieur de notre population refusent de partager nos valeurs démocratiques et notre culture.
- le trafic des armes illégales prospère à l'intérieur de l'Europe.
- les criminels et terroristes ont plus facilement accès aux armes illégales, que les possesseurs d'armes légitimes ont accès aux armes légales.

**vous pouvez encore signer la pétition:**

[https://www.change.org/p/council-of-the-european-union-eu-you-cannot-stop-terrorism-by-restricting-legal-gun-ownership?recruiter=503130662&utm\\_source=share\\_petition&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=share\\_email\\_responsive](https://www.change.org/p/council-of-the-european-union-eu-you-cannot-stop-terrorism-by-restricting-legal-gun-ownership?recruiter=503130662&utm_source=share_petition&utm_medium=email&utm_campaign=share_email_responsive)

**AGRILAND**

Vous êtes propriétaire de terres agricoles et vous cherchez une formule efficace et rentable pour la gestion de votre bien: l'équipe d'Agriland se met à votre disposition.

L'objectif d'Agriland est d'assurer une optimisation financière en toute transparence et de renforcer le lien que vous avez avec votre terre. Nous vous informons sur les évolutions en matière d'agriculture, rencontrons les institutions publiques, encourageons l'emploi local et soutenons le verdissement par une gestion respectueuse de l'environnement.

Plus d'infos sur [www.agriland.be](http://www.agriland.be)

SA Agriland | Avenue Pasteur 23 - 1300 Wavre | Tél. +32 10 222 855 | Fax +32 10 222 809 | e-mail: [agriland@skynet.be](mailto:agriland@skynet.be)



FORUM FOR THE FUTURE OF AGRICULTURE

Where agriculture & environment meet

Tuesday, March 28, 2017 — Square, Brussels

[www.forumforagriculture.com](http://www.forumforagriculture.com)

@ForumForAg

## Agenda

### 15 novembre, Bruxelles

Conférence européenne sur la biodiversité; événement annuel d'ELO  
[www.elo.org](http://www.elo.org)

### 29 - 30 novembre, Malte

Assemblée générale ELO  
[www.elo.org](http://www.elo.org)

### 2 décembre, Ljubljana

9<sup>e</sup> FFA - événement régional en Slovénie  
[www.forumforagriculture.com](http://www.forumforagriculture.com)

### 6 décembre, Bruxelles

Cérémonie de remise du Prix Européen de l'Abeille, organisée par ELO et CEMA  
[www.elo.org](http://www.elo.org)

### 7 décembre, après-midi, Bruxelles

Conférence sur l'innovation; co-organisée par ELO  
[www.elo.org](http://www.elo.org)

### 6 - 7 décembre, Bruxelles

Conférence annuelle sur les perspectives agricoles de l'UE  
[http://ec.europa.eu/agriculture/events/2016-outlook-conference\\_en.htm](http://ec.europa.eu/agriculture/events/2016-outlook-conference_en.htm)

### 7 décembre, Parlement européen, Bruxelles

Comment assurer l'accès à la terre pour les agriculteurs de l'UE: une conférence des Verts / ALE; avec la participation active ELO  
[www.europarl.europa.eu/portal/en](http://www.europarl.europa.eu/portal/en)

### 25 - 26 janvier 2017, Reims

9<sup>e</sup> FFA - événement régional en France  
[www.forumforagriculture.com](http://www.forumforagriculture.com)

16

Let's increase our food supply  
without  
reducing theirs

the  
good  
growth  
plan

Syngenta Brussels Office  
Avenue Louise, 489,  
B-1050 Brussels  
Tel: +32.2.642 27 27  
[www.syngenta.com](http://www.syngenta.com)  
[www.goodgrowthplan.com](http://www.goodgrowthplan.com)



syngenta

**ELO**  
European Landowners' Organization

### Countryside

is a publication of the ELO  
in English and French

5 Euros

**Publisher :**  
Thierry de l'Escaille  
**Chief editor :**  
Emmanuelle Mikosz  
**Text editor :**  
Robert de Graeff

**Communication & proof readers:**  
Ana Canomanuel  
Jehanne de Dorlodot - Verhaegen  
Sylviane Montfort  
Clara Moreno, Julianna Nagy  
**Back office:** Gabriela Pena

Rue de Trèves, 67  
B - 1040 Bruxelles  
Tel. : 00 32 (0)2 234 30 00  
Fax : 00 32 (0)2 234 30 09  
countryside@elo.org  
Internet Site : [www.elo.org](http://www.elo.org)